



**INSTITUTION ADOUR**

*Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques*

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 17 juillet 2013 à 9 heures

Conseil Général des Landes  
Salle Henri Lavielle

## EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, BEAUQUESTE, CASTET, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et CAUSSE.

Etaient excusés : MM CABE, CASTAINGS, CHANTRE, COUTURE, FAUQUE, SOUDAR et VERDIER.

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM GUILHAS et LAJUX.

## POSITION SUR LES TERRAINS STOCKES DANS LE CADRE DU PROJET DE L'OUSSE

### Exposé des motifs

L'Institution Adour est propriétaire de 60 hectares de terrains aux alentours du projet de retenue de l'Ousse, ces terrains ont été acquis dans le cadre d'une convention d'aménagement passée avec la CACG dans les années 1990.

Actuellement ces terrains sont occupés à titre gracieux, sans bail ni titre par différents exploitants.

Juridiquement ces occupants peuvent se prévaloir d'un prêt à usage ou commodat tacite régi par les articles 1874 et suivants du code civil :

*« Le prêteur ne peut retirer la chose prêtée qu'après le terme convenu ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée »*

Selon la jurisprudence, lorsqu'aucun terme n'a été convenu pour le prêt d'une chose à usage permanent sans qu'aucun terme naturel ne soit prévisible, le prêteur est en droit d'y mettre fin à tout moment en respectant un délai de préavis raisonnable. Un délai de 6 mois est de manière constante acceptée comme raisonnable notamment s'il correspond à la fin d'une année culturale.

Les élus ont souhaité connaître les possibilités existantes pour sortir de cet état de fait.

La gestion de ces terrains peut s'envisager sous deux angles :

- Gestion directe par l'IA :
  - Soit l'Institution laisse les choses en l'état et donc peut récupérer la jouissance des terrains moyennant un préavis de 6 mois
  - Soit l'Institution conclue des baux avec les exploitants en place ou d'autres et dans ce cas elle est soumise aux règles résultant du statut des baux ruraux en ce qui concerne la durée (9 ans minimum), le renouvellement et le droit de préemption.
  - Soit l'Institution gère et exploite les terrains en régie
- Gestion par la Safer : L'unique solution existante est la conclusion d'une convention de mise à disposition d'une durée maximale de 3 ans. Des baux seront ainsi conclus avec les exploitants actuels ou non et durant 3 ans l'Institution Adour percevra un loyer dont le montant sera d'environ 100 euros /ha soit 5 000 euros annuel. (Chaque occupant versant un loyer d'environ 120€/ha dont 20% reviennent à la Safer). Cette solution met fin à la possibilité de revenir à la situation de commodat actuel.

Les élus de l'Institution souhaitent que la solution de l'exploitation directe par l'Institution soit approfondie et que la décision finale soit déléguée au bureau de l'Institution Adour.

Après avis favorable des Commissions,

Le Conseil d'Administration, à l'unanimité,

## DECIDE

- De donner délégation au bureau de l'Institution Adour pour se positionner sur ce dossier.

Le Président,



A large, stylized handwritten signature in blue ink is written over the official stamp of the Institution Adour.

INSTITUTION ADOUR  
Conseil Général des Landes  
40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Jean-Claude DUZER